Benchmarking de la microfinance en Afrique 2005

Un rapport du Microfinance Information eXchange, Inc. Novembre 2006

En Bref

En 2005, les institutions de microfinance (IMF) d'Afrique sub-Saharienne continuent de servir les populations exclues des circuits bancaires parmi les plus pauvres du monde. Les clients de cette région accordent la plus haute importance aux services d'épargne et de crédit, et les IMF africaines sont déterminées à couvrir ces besoins. L'épargne fait partie intégrante des services financiers offerts par les IMF africaines, et, tandis que la croissance du volume de crédit est restée modérée, le volume de l'épargne mobilisée a plus que doublé entre 2004 et 2005. En dépit de ces résultats, et plus encore que dans toute autre région, les IMF africaines font face à des contraintes majeures dans le déploiement de leurs activités telles que des charges opérationnelles élevées, des facteurs macroéconomiques défavorables, une concurrence accrue et un accès limité aux ressources commerciales. Les IMF africaines surmontent progressivement ces défis pour offrir un ensemble de services variés à une demande toujours croissante.

Le Microfinance Information Exchange passe en revue ces différents enjeux dans le rapport sur les *Benchmarks 2005 de la microfinance en Afrique*. L'étude porte sur 71 institutions de 23 pays, représentant à ce jour le plus large échantillon d'IMF africaines participant aux benchmarks internationaux du MIX. Ce rapport propose une analyse riche et approfondie des performances de l'industrie de la microfinance en Afrique et examine le secteur sous un angle fondamental: l'intermédiation financière. En effet, les institutions intervenant en tant qu'intermédiaire financier à part entière (transformation de l'épargne des clients en crédits) font preuve d'un niveau de performances souvent meilleur en termes de portée et de rentabilité que celles ne proposant que des services de crédit. Ce rapport a recours à un certain nombre de groupes de pairs permettant d'affiner l'analyse du secteur sur la base de critères de comparaisons comme l'échelle, la localisation régionale, la forme institutionnelle et la pérennité.

Table des Matières

En Bref 1

Analyse 1
- Echelle et Portée 1
- Structure de Financement 3
- Rentabilité, Efficience et Productivité 4
- Qualité de Portefeuille 8
- Conclusion 9

Collecte et Traitement des Données 10

Definitions des Indicateurs 11

Afrique Tables 12

Analyse

Echelle et Portée

En 2005, l'échantillon des IMF africaines de cette étude touche plus de 3,1 millions d'emprunteurs pour un encours de crédits de 964 millions de dollars et dessert environ 4,1 millions d'épargnants volontaires pour un encours d'épargne de 707 millions de dollars. Ceci reflète la nature particulière de la microfinance en

Afrique: aucune autre région au monde ne comporte d'institutions comprenant, en moyenne, plus ou même autant d'épargnants que d'emprunteurs. La microfinance en Afrique est unique dans la mesure où la mobilisation de l'épargne fait partie intégrante de l'analyse des performances et de la portée des IMF.

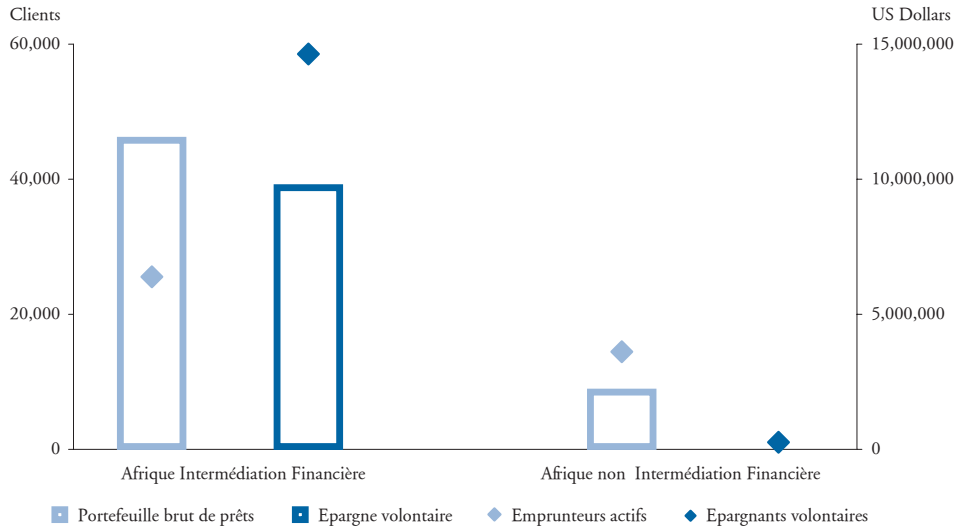
L'essor de la microfinance en Afrique a connu un développement par étapes successives avec certaines particularités régionales. Les intermédiaires financiers comme les coopératives, les banques rurales et banques postales (non comprises dans cet échantillon) ont été les pionniers du secteur dans les années 70, tout particulièrement en Afrique de l'ouest et de l'est, pour satisfaire les besoins d'épargne des populations rurales et urbaines. Dans les années 80 et 90, le secteur a vu un ensemble d'ONG orientées vers les services de crédit appuyées par les bailleurs de fonds, émerger, se développer et parfois même se transformer en un nouveau type d'institutions financières non bancaires (IFNB) vers la fin de la décennie. Dans une certaine mesure, la nature des opérations de microfinance en Afrique se démarque par région: domination des coopératives et mutuelles d'épargne et de crédit en Afrique de l'ouest, des IFNB en Afrique de l'est et d'une majorité d'ONG et de quelques banques de détail en Afrique australe.

Avec un âge médian de 8 ans, le secteur de la microfinance en Afrique est d'un âge moyen comparé à ses pairs des autres régions — plus jeune que les IMF matures d'Amérique latine et d'Asie, mais plus expérimenté que les IMF du monde arabe, d'Europe de l'est ou d'Asie centrale. En Afrique, les coopératives ont un âge médian de 18 ans, produit de leur implantation de longue date et marqué par une échelle d'opérations plus étendue que pour les autres formes d'institutions, tous statuts confondus (70 agences par institution). L'échantillon fait également apparaître l'émergence récente de nouvelles banques en Afrique australe et centrale, initiées notamment par des opérateurs internationaux comme ProCredit ou FINCA entre autres. La stabilisation progressive de l'environnement politique et social, la vigueur du secteur informel et la forte demande de crédit qui en résulte suscitent l'apparition de nouvelles institutions à travers le continent.

Tandis que les IMF de par le monde font preuve de taux de croissance spectaculaires, l'évolution des portefeuilles de crédit en Afrique a été lente, avec une diminution régionale de 2% du nombre d'emprunteurs entre 2004 et 2005. Comment expliquer cette stagnation? En Afrique de l'est par exemple, les institutions éthiopiennes ont vu leur clientèle augmenter d'un tiers grâce à un afflux de subventions, une concurrence faible et un haut niveau d'efficacité. Cependant la tendance régionale est ramenée à la baisse par les IMF ougandaises dont les acteurs majeurs ont perdu une partie de leur clientèle lors de leur processus de transformation et d'épuration de portefeuille pour se conformer à la réglementation de la banque centrale et évoluer vers une méthodologie de prêt individuel. En Afrique de l'ouest, certaines institutions mènent des efforts importants de restructuration de portefeuille, ralentissant ainsi leurs activités de crédit.

Malgré la faible croissance de leur activité de crédit, les IMF d'Afrique surpassent celles des autres régions par leur capacité à développer leurs services d'épargne. La portée de l'épargne s'est accrue de 150% entre 2004 et 2005, portant le volume total d'épargne par IMF à 474.000 USD. Les clients défavorisés accordent une grande valeur aux services de crédit et d'épargne, et la demande pour ces services est couverte par les mutuelles en Afrique de l'ouest et, de plus en plus par un petit nombre d'IFNB et de banques transformées ou récemment créées en Afrique de l'est. Les mutuelles et les banques atteignent des niveaux d'épargne similaires mais le modèle mutualiste attire le plus grand nombre de clients recherchant des services d'épargne garantissant sécurité et disponibilité des dépôts, tant en milieu urbain que rural. Il est intéressant de remarquer que si les IMF africaines voient leur clientèle d'emprunteurs s'éroder entre 2004 et 2005, les intermédiaires financiers utilisent leur clientèle d'épargnants comme levier pour étendre leurs services de crédit comme le montre le ***Graphique 1***. Les plus grandes IMF d'Afrique, dont 90% offrent des services d'épargne, ont attiré 30% d'emprunteurs de plus en 2005 et détiennent désormais trois et six fois plus d'emprunteurs que leurs pairs de taille moyenne et petite. La croissance a également été importante (25%) parmi les institutions auto-suffisantes financièrement (ASF), dont la majorité offre des services d'épargne et dont la maîtrise des opérations leur permet d'atteindre plus d'emprunteurs que les IMF non rentables: l'IMF ASF type atteint trois fois plus d'emprunteurs et dix fois plus d'épargnants que l'IMF non-ASF type.

Graphique 1 Portée selon l'intermédiation financière en Afrique



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2005 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs.

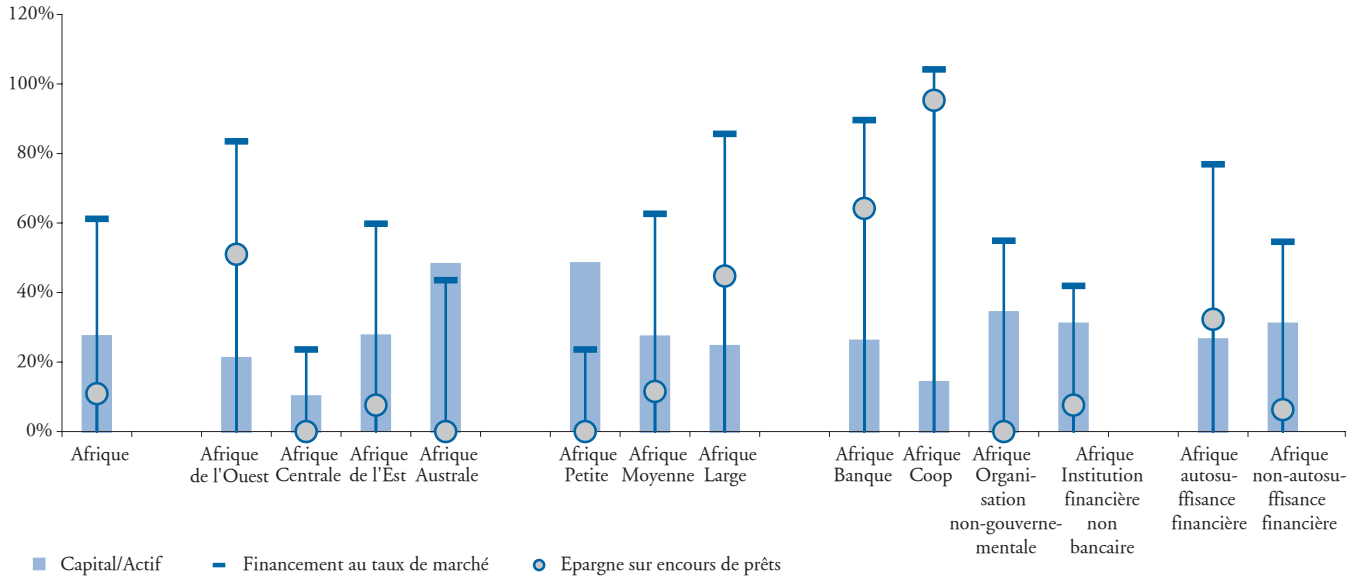
En comparaison aux autres régions du monde, les emprunteurs en Afrique bénéficient d'un montant de crédit moyen nettement inférieur s'élevant à 230 USD par emprunteur. Cependant, compte tenu de la faiblesse des revenus en Afrique, ce montant représente 90% du PNB par habitant, soit le niveau de crédit le plus élevé dans le monde en termes relatifs. Les ONG en Afrique atteignent davantage les segments bas du marché et restent en phase avec leur mission de servir les pauvres en offrant des prêts de moins de 150 USD - en baisse par rapport à 2004. A l'inverse, les intermédiaires financiers et les coopératives tout particulièrement atteignent des segments de clientèle plus aisés (généralement les employés salariés), tout en maintenant des montants d'épargne qui sont trois à cinq fois inférieurs aux montants des crédits offerts. Le secteur risque de tendre vers une hausse des montants moyens de prêts du fait que d'une part les institutions africaines — et un nombre croissant d'entre elles au sein de notre échantillon — commencent à proposer des prêts aux PME, un marché distinct actuellement dominé par les banques et si d'autre part les intermédiaires financiers continuent à dominer le marché du crédit et maintenir des prêts de montants importants.

Structure de Financement

Deux stratégies distinctes de financement prédominent en Afrique: l'accès aux emprunts de banques locales et la mobilisation de fonds propres sous forme de subventions. Pour les institutions intervenant en tant qu'intermédiaires financiers à part entière, plus de 100% de leur portefeuille de prêt est financé par des ressources au taux du marché, principalement constituées par les dépôts des clients. La conjonction de l'expansion rapide des services d'épargne et de l'intérêt relativement récent des investisseurs pour la région a entraîné une modification de la structure de financement à une allure inattendue: alors que les banques africaines ont un effet de levier deux fois moindre que leurs pairs au niveau international, ces banques ont vu leur ratio dettes/fonds propres doubler entre 2004 et 2005 (à l'exclusion des start-up). Les coopératives africaines financent presque l'intégralité de leur portefeuille (95%) avec les dépôts des clients comme l'illustre le ***Graphique 2***. Toutes les formes de financement restent néanmoins concentrées vers les grandes IMF rentables qui ont gagné la confiance des investisseurs: les grandes IMF ont un effet de levier de 3,1 dollars de dettes pour 1 dollar en fonds propres comparé à 2.1 pour 1 et 1 pour 1 respectivement pour les IMF moyennes et petites.

A l'autre extrémité de la gamme d'offre de financement, les subventions des bailleurs jouent un rôle crucial en

Graphique 2 Modes de financement en Afrique



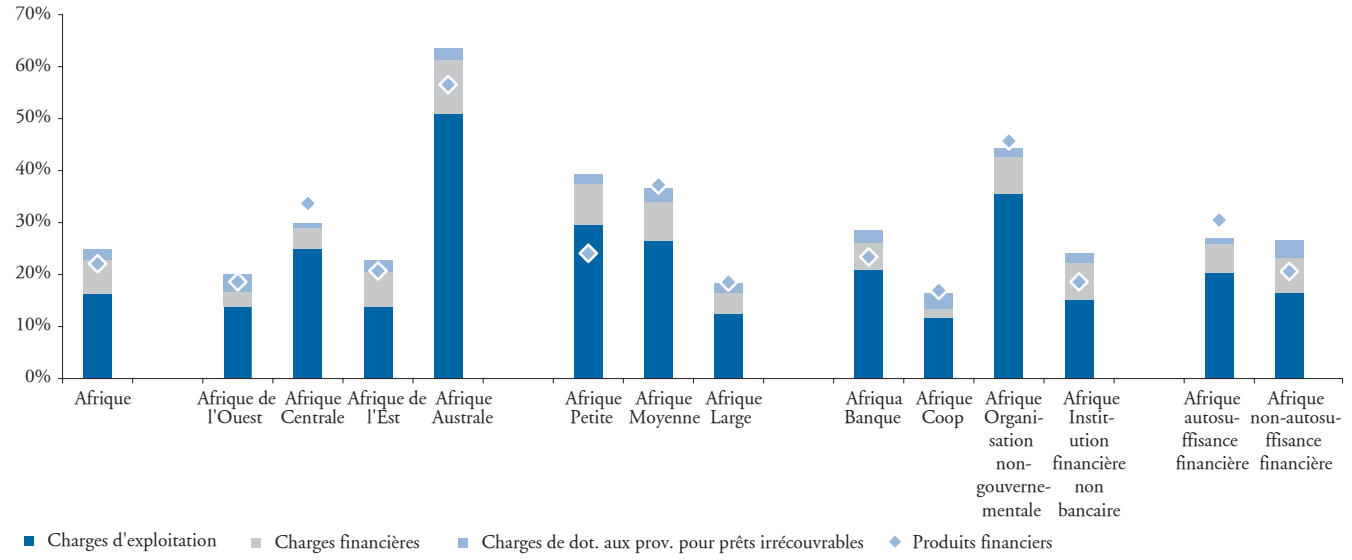
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2005 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs

soutenant la majorité des ONG et des programmes de microfinance n'étant pas autorisés à collecter l'épargne. Même si certaines ONG ont de plus en plus accès aux ressources commerciales par l'intermédiaire des banques locales et grâce aux garanties des bailleurs internationaux, la plupart n'ont pas fait leur preuve aux yeux des acteurs des marchés financiers locaux et reposent pour l'essentiel sur leurs fonds propres pour financer plus du tiers de leur actif. De même, de petites IMF start-up misent sur l'apport de subventions en fonds propres jusqu'à ce qu'elles atteignent une meilleure situation et puissent escompter développer des relations commerciales avec des investisseurs locaux et éventuellement accéder à l'épargne du public. La catégorie des IFNB ougandaises récemment créées commence à tirer parti de la loi permettant aux IMF de se transformer en institutions pouvant collecter l'épargne pour s'émanciper des ressources des bailleurs et financer leurs opérations à partir des dépôts des clients et ce, à moindre coût.

Rentabilité, Efficience et Productivité

Globalement, les IMF en Afrique ne sont pas rentables et sont moins performantes que celles des autres régions du monde avec un rendement sur l'actif ajusté de -2,2%. Alors que globalement le secteur en Afrique atteint l'autosuffisance opérationnelle, les ajustements appliqués selon les standards érodent de façon significative le résultat en tenant compte de l'inflation et des politiques de provisionnement des créances douteuses qui augmentent d'autant les charges financières et les dotations aux provisions. Même si les IMF africaines ont connu une légère amélioration de leur rentabilité entre 2004 et 2005, elles sont toujours confrontées à un environnement opérationnel défavorable pour parvenir à l'équilibre et affichent un niveau d'autosuffisance financière 15 points en deçà de la médiane mondiale. La rentabilité est un véritable défi en Afrique et peu d'institutions, un tiers seulement, atteignent la pérennité. Il est intéressant de noter que celles qui sont rentables — à des niveaux sans comparaison aux autres IMF ASF de par le monde — affichent des coûts supérieurs et, par conséquent, des revenus supérieurs à ceux de leurs pairs non rentables d'Afrique comme l'illustre le ***Graphique 3***. Bien que ces institutions rentables touchent plus d'emprunteurs dans l'ensemble, les résultats positifs sont obtenus pour nombre d'entre elles grâce à des taux d'intérêt plus élevés, et ce au détriment de la charge financière du client.

Graphique 3 Décomposition du rendement sur l'actif



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2005 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs

Les coûts opérationnels élevés freinent les résultats des IMF africaines, plus que dans d'autres régions du monde. Les institutions souffrent des coûts prohibitifs liés à l'environnement opérationnel des économies africaines, marquées par des infrastructures défaillantes qui, associées à la prédominance des marchés ruraux et coûts élevés des ressources humaines, pondèrent d'autant les charges. Néanmoins, les institutions opérant en tant qu'intermédiaires financiers ont utilisé avec succès leurs méthodologies pour générer de substantielles économies d'échelles. Les coopératives ont démontré leur capacité à maîtriser leurs coûts et elles affichent les charges les moins élevées dans toutes les catégories à l'exception des provisions. Les coopératives de l'échantillon sont généralement constituées sous la forme de fédération, caractérisée par des réseaux étendus d'agences bien établies sur leurs marchés respectifs. Les coopératives bénéficient également de faibles coûts de personnels grâce à un système de gouvernance faisant intervenir les membres élus bénévolement dans les comités de crédit et d'autres opérations clés. De façon encore plus prégnante, les charges financières restent à des niveaux les plus bas du secteur (moins de 2% des actifs en 2005) du fait que de nombreuses coopératives, bien que centrées sur l'épargne, proposent de faibles taux de rémunération des dépôts et tirent profit de cette ressource financière bon marché. En dépit de cette structure de charges extrêmement faibles, les coopératives ne sont pas en mesure de rentrer dans leurs frais. En effet, les coopératives d'Afrique de l'ouest sont sujettes à un plafonnement des taux d'intérêt (de 27%) ce qui les empêchent de générer suffisamment de revenus pour couvrir leurs dépenses. Avec une réglementation plus flexible, les coopératives pourraient proposer une gamme de produits rentables qui leur permettraient de couvrir leurs charges déjà établies à un niveau largement en dessous des normes internationales.

Les organisations non gouvernementales souffrent davantage de l'environnement économique et opérationnel pesant sur la structure des coûts. Les ONG en Afrique travaillent dans les zones enclavées où les coûts des ressources et des infrastructures sont élevés et conduisent à dépenser deux à trois fois plus pour le personnel et les opérations que les autres types d'institution. L'investissement dans le personnel se rentabilise, les salariés des ONG se révélant être les plus productifs parmi les différents types d'institutions avec 145 emprunteurs par employé en 2005. Cependant, cette structure des coûts ne pénalise pas seulement les ONG, elle est transversale à l'ensemble

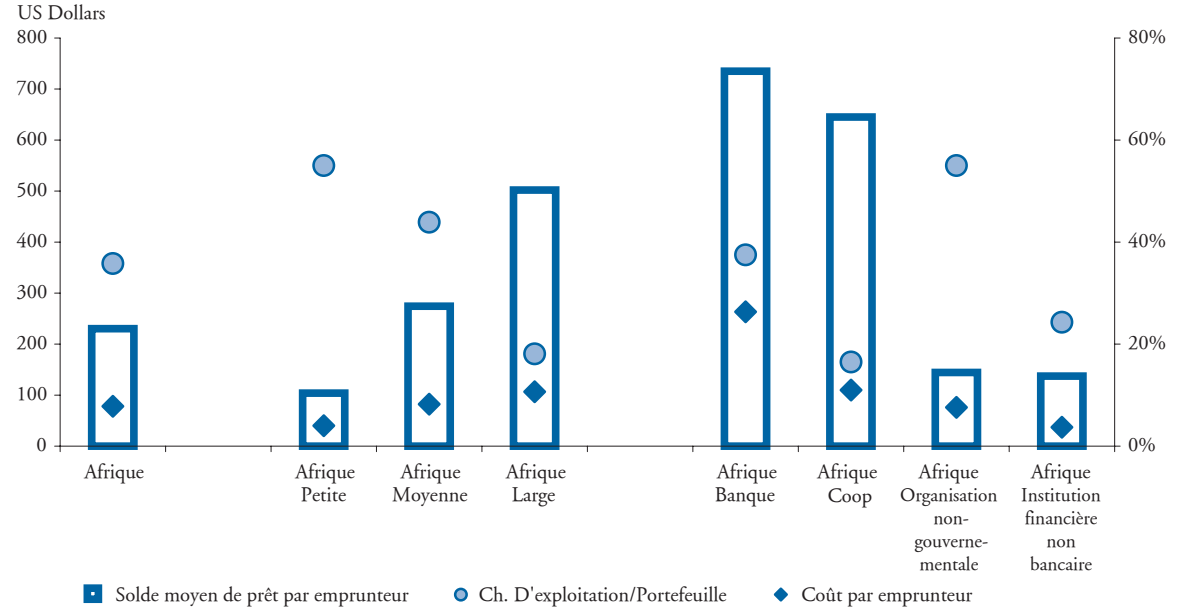
des types institutionnels. Les banques et coopératives de crédit ont des charges d'exploitation supérieures aux normes internationales, jusqu'à trois fois plus élevées pour les banques africaines.

La cherté économique en Afrique combinée aux coûts élevés relatifs à l'emploi et à la rétention du personnel qualifié se répercute lourdement sur l'efficience. Les IMF africaines sont très largement en dessous des points de références internationaux en terme d'efficience. En 2005, l'institution africaine type dépensait 0,35 USD par dollar prêté, alors que les IMF de la seconde région la moins efficace (Asie) ne dépensaient pas plus de 0,23 USD. En effet, le salaire moyen des IMF en Afrique représente 13 fois le PNB par habitant, soit deux fois plus qu'en Europe de l'est et en Asie centrale où le coût de la vie est plus élevé. En Afrique, les ONG sont particulièrement inefficientes. Pour rester fidèles à leur mission de toucher les clients les plus pauvres, elles offrent des prêts de faibles montants (54% du PIB par habitant) beaucoup plus coûteux à gérer. Il en résulte que les ONG consacrent la moitié du montant de leurs prêts à sa mise en œuvre comme le montre le ***Graphique 4***.

Non seulement les coûts d'exploitation sont prohibitifs mais les charges financières sont également élevées pour les ONG tout particulièrement en Afrique australe qui comprend plusieurs pays marqués par une forte inflation. Dans l'ensemble de la sous-région, les hauts niveaux d'inflation sont associés à de fortes charges financières du fait de l'augmentation des prix qui amènent les IMF à proposer des taux d'intérêt élevés pour essayer de préserver la valeur de leur capital. Les charges financières sont plus élevées en Afrique que sur les autres continents à l'exception de l'Amérique latine. La forte inflation en Afrique restreint également la génération des revenus et le taux d'intérêt nominal du portefeuille brut de prêt — le plus élevé parmi l'ensemble des régions — perd 13 points pour s'établir à 19,8% en termes réels en 2005.

Le coût élevé des ressources peut également être attribué à un gap entre l'offre et la demande de financement — l'offre limitée de financement par les banques commerciales locales reste rare et cher. Ces prêts sont généralement uniquement proposés à des taux d'intérêt élevés à court terme pour minimiser les risques. Les charges financières se sont accrues de 20% entre 2004 et 2005 et l'on peut

Graphique 4 Efficience et solde moyen de prêt, par échelle et forme institutionnelle



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2005 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs

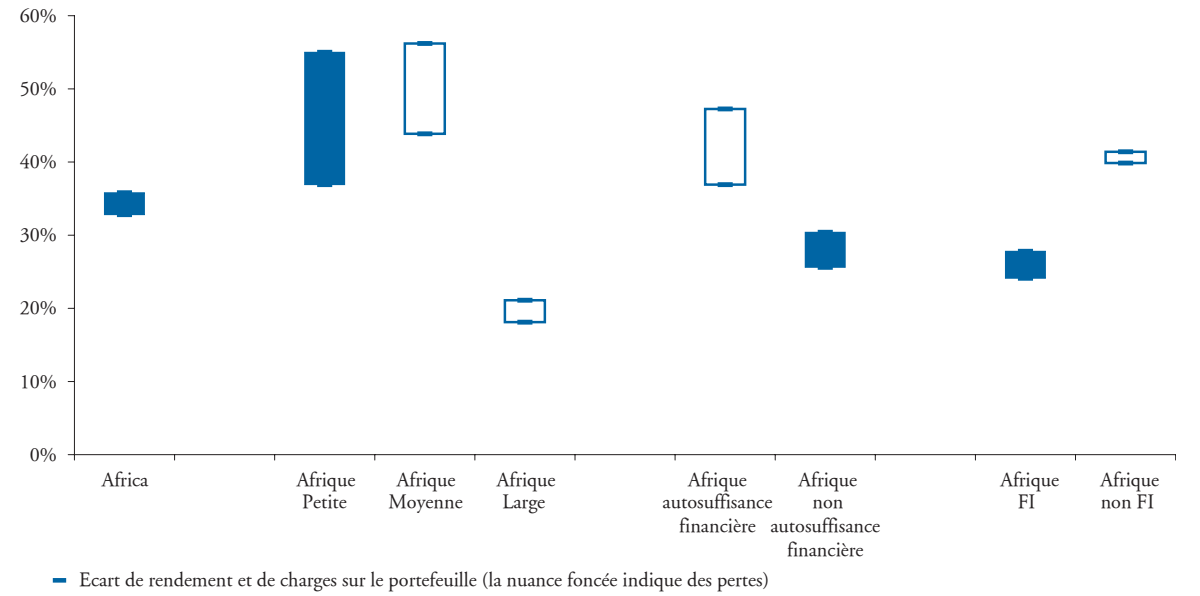
prévoir que les coûts cesseront d'augmenter avec la stabilisation et l'approfondissement des secteurs financiers africains, permettant la baisse de l'inflation et une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de financement.

Les institutions africaines se comportent sobrement quant à la maximisation de leurs profits potentiels en n'affectant seulement que deux tiers de leurs actifs à leur portefeuille de prêt. Bien que l'on pourrait s'attendre à ce que la valorisation des actifs soit plus élevée pour les institutions intermédiaires financiers (qui n'ont pas besoin de détenir des réserves pour les dépôts), il y a peu de différence dans la part des actifs allouée au portefeuille que l'institution soit intermédiaire financier ou pas. Les IMF africaines détiennent un haut niveau de liquidité certainement pour couvrir les opérations en milieu rural. Le niveau d'allocation des actifs au portefeuille de prêt est particulièrement bas pour les banques africaines qui consacrent juste un peu plus de la moitié de leurs actifs au portefeuille de microcrédits.

Des institutions mieux gérées ont la capacité de croître en taille en générant plus de revenus et sont donc mieux positionnées pour devenir rentables. Ce postulat est validé par le groupe de pair des grandes IMF qui démontre une meilleure maîtrise des charges financières, opérationnelles et de pertes sur créances que ses pairs moyennes et petites. En même temps que les grandes IMF élargissent l'échelle de leurs opérations et atteignent une meilleure productivité, elles sont en mesure de servir davantage de clients pour le tiers du coût de leurs consoeurs plus petites (0.18 USD par dollar prêté) et de reporter ces gains d'efficacité pour le client avec des taux d'intérêt plus faibles, comme illustré dans le ***Graphique 5***. De 2004 à 2005, le taux d'intérêt réel a diminué de moitié pour s'établir à 13.7% pour les grandes IMF africaines. Ceci laisse augurer de bonnes perspectives pour les institutions avancées dans leur processus de croissance et pour leurs clients.

Pour minimiser leurs coûts de transaction, les IMF africaines ont recours à des prêts de groupes en utilisant les méthodologies de groupes solidaires ou de banques villageoises ce qui stimule leurs niveaux de productivité et réduit leur coût par emprunteur à 78 USD, soit 30 USD de moins que la référence internationale en 2005. Cependant, au cours des dernières années, les institutions

Graphique 5 Comparaison de rendements et de charges de portefeuille



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2005 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs

ont vu leur productivité stagner à cause du nombre croissant de produits de prêt individuel offert à leurs clients. L'efficacité et la productivité devrait aussi être analysées à la lumière des services offerts: les indicateurs dans ce rapport ne distinguent pas non plus les charges financières et opérationnelles relatives aux activités d'épargne de façon séparée ce qui aurait certainement pour effet de faire remonter les IMF africaines à de meilleurs niveaux. Par exemple, concernant la productivité, les IMF en Afrique outrepassent largement leurs pairs au niveau global, avec un ratio de 180 épargnants volontaires par employé alors qu'il n'est que de moitié pour les emprunteurs.

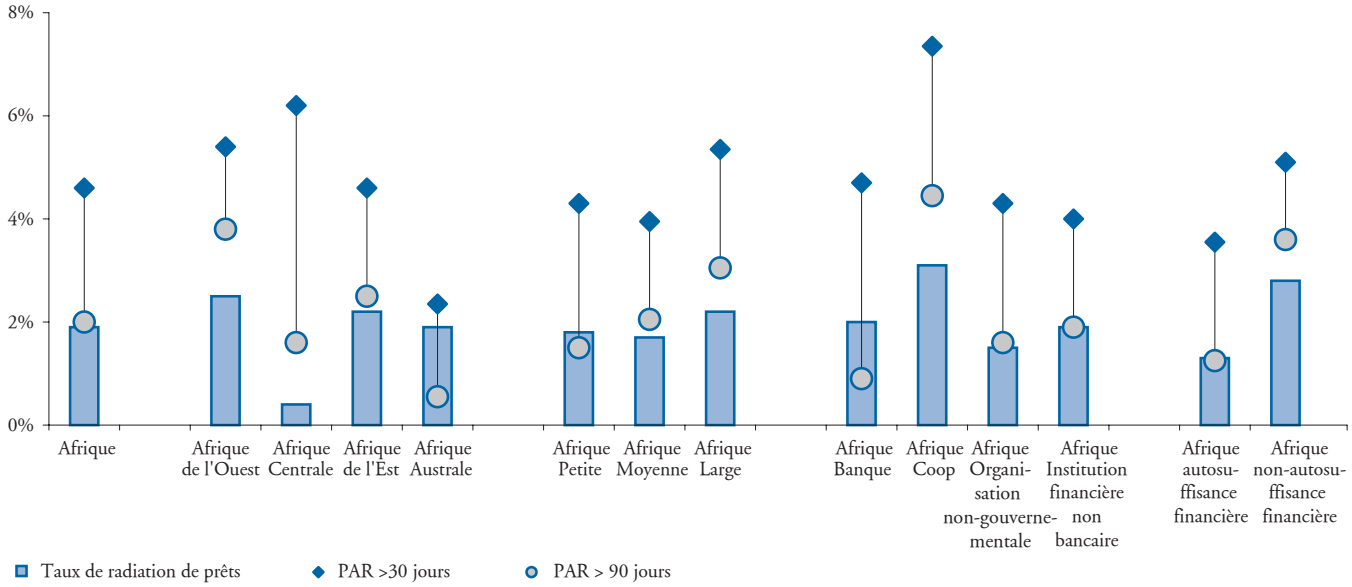
Qualité de Portefeuille

Les indicateurs de qualité du portefeuille qui déterminent les revenus futurs de l'institution ainsi que sa capacité à accroître sa portée sont faibles à travers le panel des IMF d'Afrique sub-saharienne. Le faible niveau de portefeuille à risque à 30 et 90 jours (4.6% et 2%) et illustré dans le ***Graphique 6*** indique que les IMF africaines luttent pour gérer efficacement leur actif le plus important. Les impayés apparaissent au sein d'une culture financière faible du fait de deux facteurs principaux: produit mal adapté et mécanisme inefficace de recouvrement mis en œuvre par le personnel. Un certain nombre d'IMF évolue vers l'offre de prêts individuels et a peut être sous-estimé l'importance de la conception du produit en adéquation aux besoins pour cette nouvelle clientèle. En parallèle, la charge de travail importante des agents de crédit limite leur capacité à suivre les clients individuels.

La qualité du portefeuille s'est détériorée depuis 2004, particulièrement au-delà de 90 jours. Les coopératives sont particulièrement concernées étant obligées par la loi PARMEC de considérer les créances douteuses à compter de 3 mois. Plus la durée des prêts impayés s'allonge, plus leur recouvrement devient difficile et affecte négativement la culture de remboursement des clients de l'institution. Afin d'éviter un surcroît d'énergie dans le recouvrement de créances, la rationalisation des décisions d'octroi de crédit s'avérerait être plus efficace et moins coûteuse tant en termes de ressources financières qu'humaines.

Les IMF rentables ont atteint de bons résultats dans l'amélioration de la qualité de leur portefeuille entre 2004 et 2005. Les institutions ASF ont des portefeuilles

Graphique 6 Portefeuille à risque >30 et >90 jours et Radiation de prêts



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2005 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs

plus sains que leurs pairs non rentables, percevant que la détérioration du portefeuille affecte les revenus et que la couverture des risques entraîne des dépenses de provisionnement supplémentaires.

Conclusion

La microfinance en Afrique sous toutes ses facettes continue à servir un nombre croissant de paysans, de commerçants et de micro entrepreneurs. Les 71 institutions de cet échantillon opèrent dans des environnements variés à travers le continent; toutefois, les benchmarks 2005 de la microfinance en Afrique dégagent des tendances de fond pour le secteur dans son ensemble. Les IMF africaines offrent des services d'épargne comme un service financier de base pour les clients et l'utilisent comme une importante source de financement pour les services de crédit. Malgré un environnement difficile qui a pour effet de faire peser des charges élevées sur l'ensemble des institutions, les IMF engagées en tant qu'intermédiaire financier à part entière atteignent de meilleures performances que celles uniquement centrées sur le crédit et ont tendance à se développer quand elles sont capables d'élargir la base de leurs ressources à travers la collecte de l'épargne. Les IMF qui n'offrent pas de services d'épargne, comme les ONG, supportent des coûts opérationnels prohibitifs en intervenant en milieu rural mais restent fidèles à leur mission de servir les segments de marchés les plus pauvres en Afrique. Les ONG et les petites IMF dépendent toujours des subventions des bailleurs pour financer leurs activités mais peuvent espérer s'orienter vers les ressources commerciales, qui ont encore peu pénétré le marché africain au-delà des seules banques et des IMF transformées en SA. La qualité des portefeuilles a baissé pour l'ensemble des types d'institutions, et il apparaît essentiel que des mesures efficaces soient prises pour éviter et contrer les prêts non performants, tout particulièrement pour les coopératives qui font état des plus hauts niveaux de crédits en impayés.

Ainsi, les IMF poursuivent leur engagement à fournir des services à des populations parmi les plus démunies au monde. L'industrie s'est développée et continuera à se développer grâce à un meilleur accès aux fonds propres, aux ressources commerciales et aux dépôts des clients. La concurrence poussera les institutions à établir des taux d'intérêt et de rémunération de l'épargne appropriés et dont l'écart sera rentable, en particulier si elles ont recours à la technologie informatique pour promouvoir la diversité des produits et conduire le secteur vers des niveaux d'efficacité et de productivité plus élevés.

Anne-Lucie Lafourcade, Analyste, Afrique

Collecte et Traitement des Données

Pour les besoins du benchmarking, le MIX collecte et retraite les données financières et de portée des IMF conformément aux standards internationaux de la microfinance tels qu'ils sont appliqués pour le *MicroBanking Bulletin*. Les données brutes sont collectées auprès des IMF, reformatées selon les normes de présentation et vérifiées à l'aide des états financiers audités, des rapports de rating ou d'autres rapports d'évaluation et de contrôle disponibles. Les indicateurs de performance sont alors ajustés en utilisant les standards du secteur en matière d'ajustement afin d'éliminer les effets des subventions, des différences de politique de provisionnement des créances douteuses, et intégrer l'impact de l'inflation sur les performances de l'institution. Ce processus permet de comparer les performances entre les institutions.

Le MIX souhaite remercier les institutions ayant participé aux benchmarks du secteur et exprimer sa gratitude à l'Association des Institutions de microfinance éthiopiennes (AEMFI) pour avoir facilité la collecte des données des IMF éthiopiennes.

IMF Africaines Participantes

Benchmarks 2005 (71 IMF)
Tendances 2004 – 2005 (50 IMF) *Noms en italique*

ACEP (Sénégal), ACSI (Ethiopie), ADCSI (Ethiopie), Akiba (Tanzanie), AVFS (Ethiopie), Buusaa Gonofa (Ethiopie), Capitec Bank (Afrique du Sud), CAPPED (Congo), CCA (Cameroun), CDS (Cameroun), *Centenary Bank (Ouganda), CETZAM (Zambie), CML (Ouganda), CMS (Sénégal), CRG (Guinée), DECSI (Ethiopie), Equity Bank (Kenya), Eshet (Ethiopie), Faulu – UGA (Ouganda), FCC (Mozambique), FDM (Mozambique), FECECAM (Bénin),* Finance Salone (Sierra Leone), FINCA – DRC (Democratic Republic of Congo), *FINCA – MWI (Malawi), FINCA – TZA (Tanzanie), FINCA – UGA (Ouganda),* FINCA – ZAM (Zambie), FUCEC (Togo), *Gasha (Ethiopie)*, Jemeni (Mali), *Kafo Jiginew (Mali)*, Kondo Jigima (Mali), *K-Rep Bank (Kenya)*, KWFT (Kenya), LAPO (Nigeria), MDSL (Kenya), *MED-Net (Ouganda), Meklit (Ethiopie), Metemamen (Ethiopie)*, MicroKing (Zimbabwe), NovoBanco – ANG (Angola), NovoBanco – MOZ (Mozambique), *Nyèsigiso (Mali), OCSSC (Ethiopie),* OI-SASL (Ghana), *OMO (Ethiopie), PADME (Bénin), PAMECAS (Sénégal), PAPME (Bénin), PEACE (Ethiopie), PRIDE – TZA (Tanzanie)*, ProCredit – GHA (Ghana), *RCPB (Burkina Faso), SAT (Ghana)*, SEAP (Nigeria), *SEDA (Tanzanie)*, SEF – TZA (Tanzanie), *SEF – ZAF (Afrique du Sud), SFPI (Ethiopie), Sidama (Ethiopie)*, SMEP (Kenya), *SOCREMO (Mozambique), Tchuma (Mozambique), UML (Ouganda), Urwego (Rwanda), U-Trust (Ouganda), Vital Finance (Bénin), WAGES (Togo), Wasasa (Ethiopie), Wisdom (Ethiopie)*.

Groupes de pairs	Définition	Description
Forme institutionnelle	Banque africaine (9 IMF)	IMF africaine sous forme de banque
	Coopérative africaine (10 IMF)	IMF africaine sous forme de mutuelle/coopérative
	IFNB africaine (33 IMF)	IMF africaine sous forme d'institution financière non bancaire
	ONG africaine (19 IMF)	IMF africaine sous forme d'ONG
Rentabilité	Africaine ASF (24 IMF)	IMF africaine ayant une Autosuffisance financière ≥ 0%
	Africaine Non ASF (47 IMF)	IMF africaine ayant une Autosuffisance financière < 0%
Echelle	Petite africaine (23 IMF)	IMF africaine ayant un portefeuille brut de prêts < 2 millions USD
	Moyenne africaine (24 IMF)	IMF africaine ayant un portefeuille brut de prêts compris entre 2 et 8 millions USD
	Grande africaine (24 IMF)	IMF africaine ayant un portefeuille brut de prêts > 8 millions USD
Régions	Afrique de l'ouest (19 IMF)	IMF africaines du Bénin, Burkina Faso, Ghana, Guinée, Mali, Sénégal, Sierra Leone, Togo
	Afrique centrale (7 IMF)	IMF africaines du Cameroun, Congo, RD Congo, Nigéria, Rwanda
	Afrique de l'est (33 IMF)	IMF africaines d'Ethiopie, Kenya, Tanzanie, Ouganda
	Afrique australe (12 IMF)	IMF africaines d'Angola, Malawi, Mozambique, Afrique du Sud, Zambie, Zimbabwe

Definitions des Indicateurs

CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONELLES	
Nombre d'IMF	Effectifs du groupe
Age	Années d'existence
Actif, Total	Actif Total, ajusté pour l'inflation, le provisionnement pour prêts irrécouvrables et la radiation de prêts
Bureaux	Nombre (incluant le siège)
Effectifs du personnel	Nombre total d'employés
STRUCTURE DE FINANCEMENT	
Capital/ Actif	Total fonds propres ajustés/ Total actif ajusté
Financement au taux du marché	Total dettes au «Taux du marché »/ Encours brut de prêts
Dettes sur fonds propres	Total dettes, ajusté/ Total fonds propres, ajusté
Epargne sur encours de prêts	Épargne volontaire/ Encours brut de prêts, ajusté
Epargne sur actif total	Épargne volontaire/ Total actif, ajusté
Encours de prêts sur actif total	Encours brut de prêts, ajusté/ Total de l'actif, ajusté
INDICATEURS DE PORTÉE	
Nombre d'emprunteurs actifs	Nombre d'emprunteurs avec un prêt en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Pourcentage d'emprunteurs femmes	Nombre d'emprunteurs actifs femmes/ Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Nombre de prêts en cours	Nombre de prêts en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Encours brut de prêts	Encours brut de prêts, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Solde moyen de prêt par emprunteur	Encours brut de prêts, ajusté/ Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	Solde moyen de prêt par emprunteur, ajusté/ PNB par habitant
Solde de prêt moyen	Encours brut de prêts, ajusté/ Nombre de prêts en cours, ajusté
Solde de prêt moyen/ PNB par habitant	Solde de prêt moyen, ajusté/ PNB par habitant
Nombre d'épargnants volontaires	Nombre d'épargnants avec des comptes d'épargne volontaire à vue ou à terme
Nombre de comptes d'épagne volontaire	Nombre de comptes d'épargne volontaire à vue ou à terme
Epargne volontaire	Total des comptes d'épargne volontaire à vue et à terme
Montant moyen d'épargne par épargnant	Épargne volontaire/ Nombre d'épargnants volont.
Montant d'épargne moyen	Total de l'épargne volontaire/ Nombre de comptes d'épargne volontaire
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES	
PNB par habitant	Dollars US
Taux de croissance du PIB	Moyenne annuelle
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	%
Taux d'inflation	%
Pénétration des circuits financiers	M3/ PIB
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE	
Rendement de l'actif	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/ Montant moyen de l'actif
Rendement des fonds propres	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/ Montant moyen des fonds propres
Auto-suffisance opérationnelle	Produits financiers/ (Ch. financières + Dot. nettes aux Prov. pour prêts irrécouv. + Ch. d'exploitation)
Auto-suffisance financière	Produits financiers, ajustés/ (Ch. financières + Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées
PRODUITS D'EXPLOITATION	
Ratio des produits financiers	Produits financiers, ajustés/ Actif moyen
Marge bénéficiaire	Résultat opérationnel, ajusté/ Produits financiers, ajustés
Rendement nominal du portefeuille brut	Produits sur prêts/ Encours brut moyen de prêts, ajusté
Rendement réel du portefeuille brut	(Rendement nominal du portefeuille brut - Taux d'inflation)/ (1 + Taux d'inflation)
CHARGES D'EXPLOITATION	
Ratio de ch. totales	(Ch. financières + Dotations nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. financières	Ch. financières ajustées/ Actif moyen
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. d'exploitation	Charges d'exploitation, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. de personnel	Ch. de personnel, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. administratives	Ch. administratives, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. d'ajustement	(Résultat opérationnel, ajusté - Résultat opérationnel non-ajusté)/ Actif moyen
EFFICIENCE	
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	Charges d'exploitation, ajustées/ Encours brut moyen de prêts
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	Ch. de personnel, ajustées/ Encours brut moyen de prêts
Salaire moyen/ PNB par habitant	Montant moyen des ch. de personnel, ajusté/ PNB par habitant
Coût par emprunteur	Charges opérationnelles, ajustées/ Nombre moyen d'emprunteurs actifs, ajusté
Coût par prêt	Charges opérationnelles, ajustées/ Nombre moyen de prêts en cours, ajusté
PRODUCTIVITÉ	
Emprunteurs par effectif du personnel	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/ Effectifs du personnel
Prêts par effectif du personnel	Nombre de prêts en cours, ajusté/ Effectifs du personnel
Emprunteurs par agent de crédit	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/ Nombre d'agents de crédit
Prêts par agent de crédit	Nombre de prêts en cours, ajusté/ Nombre d'agents de crédit
Epargnants volontaires par effectif du personnel	Nombre d'épargnants vol./ Effectifs du personnel
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	Nombre de comptes d'épargne vol./ Effectifs du personnel
Distribution du personnel	Nombre d'agents de crédit/ Effectifs du personnel
RISQUES ET LIQUIDITÉ	
Portefeuille à risque > 30 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 30 jours/ Encours brut de prêts, ajusté
Portefeuille à risque > 90 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 90 jours/ Encours brut de prêts, ajusté
Taux de radiation de prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée/ Encours brut moyen de prêts
Taux de pertes sur prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée et diminuée des reprises de capital/ Encours brut moyen de prêts
Taux de couverture du risque	Provision pour prêts irrécouvrables, ajustée/ PAR > 30 jours
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	Disponibilités/ Total de l'actif, ajusté
Ratio de liquidité générale	Actif à court terme/ Passif à court terme

Afrique

	Afrique	Afrique de l'Ouest	Afrique Centrale	Afrique de l'Est	Afrique Australe	Afrique ASF	Afrique non-ASF
		Région				Rentabilité	
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONELLES							
Nombre d'IMF	71	19	7	33	12	24	47
Age	8	12	8	8	7	8	8
Actif, Total	7,966,240	15,901,075	4,276,349	7,794,994	2,782,858	15,117,670	4,919,949
Bureaux	15	31	15	12	8	25	12
Effectifs du personnel	134	209	97	128	102	285	103
STRUCTURE DE FINANCEMENT							
Capital/Actif	27.4%	21.1%	10.1%	27.6%	48.1%	26.5%	31.0%
Financement au taux du marché	61.2%	83.5%	23.6%	59.8%	43.5%	76.9%	54.6%
Dettes sur fonds propres	2.2	2.9	1.4	2.6	1.1	2.8	1.7
Epargne sur encours de prêts	10.9%	51.0%	0.0%	7.6%	0.0%	32.3%	6.3%
Epargne sur actif total	8.6%	42.2%	0.0%	5.2%	0.0%	23.2%	4.8%
Encours de prêts sur actif total	65.9%	66.2%	54.7%	66.2%	66.1%	64.6%	66.2%
INDICATEURS DE PORTÉE							
Nombre d'emprunteurs actifs	16,922	24,863	11,292	19,846	7,786	38,358	13,728
Pourcentage d'emprunteurs femmes	57.4%	53.3%	83.0%	54.4%	59.2%	53.4%	60.0%
Nombre de prêts en cours	15,423	24,863	11,292	17,052	6,377	43,087	13,723
Encours brut de prêts	4,846,189	11,618,654	1,006,967	4,491,245	2,359,871	11,953,804	3,387,110
Solde moyen de prêt par emprunteur	230	637	89	144	208	300	181
Solde moyen de prêt par emprunteur/PNB par habitant	90.1%	140.8%	39.2%	97.8%	58.9%	110.8%	82.7%
Solde de prêt moyen	174	694	89	137	169	182	164
Solde de prêt moyen/ PNB par habitant	86.3%	161.2%	71.9%	92.1%	61.3%	133.3%	81.8%
Nombre d'épargnants volontaires	7,334	34,550	0	5,242	0	39,951	3,071
Nombre de comptes d'épagne volontaire	6,288	25,576	0	5,242	0	46,584	2,469
Epargne volontaire	473,806	4,539,808	0	160,789	0	3,793,566	73,626
Montant moyen d'épargne par épargnant	109	115	447	74	247	117	106
Montant d'épargne moyen	106	116	451	68	245	101	109
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES							
PNB par habitant	330	380	390	270	350	345	330
Taux de croissance du PIB	5.7%	3.0%	4.0%	6.3%	6.3%	5.5%	5.7%
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	4.9%	3.5%	4.9%	4.7%	8.4%	5.0%	4.7%
Taux d'inflation	10.3%	6.4%	9.4%	10.3%	13.1%	8.6%	11.6%
Pénétration des circuits financiers	27.8%	30.8%	18.6%	41.5%	27.8%	25.5%	30.8%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE							
Rendement de l'actif	-2.2%	-1.3%	0.3%	-2.5%	-15.0%	1.6%	-6.2%
Rendement des fonds propres	-5.2%	-4.0%	14.4%	-9.6%	-34.4%	8.9%	-16.0%
Auto-suffisance opérationnelle	104.4%	107.4%	118.4%	108.9%	90.4%	120.3%	98.8%
Auto-suffisance financière	90.4%	94.5%	101.8%	88.3%	78.3%	109.9%	78.1%
PRODUITS D'EXPLOITATION							
Ratio des produits financiers	22.1%	18.6%	33.7%	20.7%	56.6%	30.5%	20.6%
Marge bénéficiaire	-10.6%	-5.8%	1.8%	-13.3%	-29.2%	9.0%	-28.1%
Rendement nominal du portefeuille brut	32.8%	22.5%	50.5%	26.0%	81.2%	47.3%	25.6%
Rendement réel du portefeuille brut	19.8%	16.4%	37.5%	12.9%	55.1%	34.5%	16.4%
CHARGES D'EXPLOITATION							
Ratio de ch. totales	25.2%	22.8%	34.7%	22.9%	72.2%	27.3%	25.2%
Ratio de ch. financières	6.4%	2.9%	4.2%	6.9%	10.3%	5.7%	6.9%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	2.1%	3.3%	0.8%	2.2%	2.3%	1.1%	3.4%
Ratio de ch. d'exploitation	16.4%	13.9%	24.9%	13.7%	51.0%	20.3%	16.4%
Ratio de ch. de personnel	8.3%	5.4%	9.2%	7.3%	26.2%	9.6%	7.3%
Ratio de ch. administratives	8.7%	8.3%	13.5%	7.2%	25.6%	8.7%	8.7%
Ratio de ch. d'ajustement	3.2%	2.3%	1.1%	4.0%	3.8%	1.6%	4.7%
EFFICIENCE							
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	35.8%	17.4%	55.0%	25.8%	86.2%	36.9%	30.4%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	15.9%	7.8%	17.6%	13.1%	39.2%	17.3%	13.3%
Salaire moyen/PNB par habitant	1354.9%	1217.1%	599.8%	1619.8%	2247.2%	1694.7%	1208.0%
Coût par emprunteur	78	104	55	54	211	83	76
Coût par prêt	77	110	55	22	204	79	76
PRODUCTIVITÉ							
Emprunteurs par effectif du personnel	133	139	148	145	90	146	131
Prêts par effectif du personnel	136	145	148	145	91	150	130
Emprunteurs par agent de crédit	254	241	220	319	160	276	246
Prêts par agent de crédit	254	205	220	319	157	306	243
Epargnants volontaires par effectif du personnel	181	364	207	143	176	213	142
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	181	233	216	147	208	208	116
Distribution du personnel	50.5%	43.8%	50.5%	49.4%	60.0%	55.2%	48.7%
RISQUES ET LIQUIDITÉ							
Portefeuille à risque > 30 jours	4.6%	5.4%	6.2%	4.6%	2.4%	3.6%	5.1%
Portefeuille à risque > 90 jours	2.0%	3.8%	1.6%	2.5%	0.6%	1.3%	3.6%
Taux de radiation de prêts	1.9%	2.5%	0.4%	2.2%	1.9%	1.3%	2.8%
Taux de pertes sur prêts	1.9%	2.4%	0.4%	2.2%	1.8%	1.3%	2.2%
Taux de couverture du risque	67.3%	50.0%	66.2%	66.2%	98.7%	60.9%	70.2%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	14.3%	9.3%	26.1%	14.6%	14.5%	9.9%	15.8%

	Echelle			Forme institutionnelle			
	Afrique Large	Afrique Moyenne	Afrique Petite	Afriqua Banque	Afrique Coop	Afrique ONG	Afrique IFNB
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONELLES							
Nombre d'IMF	24	24	23	9	10	19	33
Age	12	8	6	8	18	11	7
Actif, Total	40,279,904	7,925,696	1,548,195	30,848,100	35,732,120	4,751,062	3,591,648
Bureaux	47	15	9	26	70	10	12
Effectifs du personnel	360	145	65	268	299	103	104
STRUCTURE DE FINANCEMENT							
Capital/Actif	24.6%	27.3%	48.4%	26.1%	14.2%	34.3%	31.0%
Financement au taux du marché	85.7%	62.7%	23.6%	89.6%	104.2%	54.9%	41.9%
Dettes sur fonds propres	3.1	2.1	1.0	2.8	4.8	1.9	2.1
Epargne sur encours de prêts	57.2%	15.3%	0.0%	64.2%	95.3%	0.0%	7.6%
Epargne sur actif total	44.8%	11.6%	0.0%	47.3%	58.5%	0.0%	5.2%
Encours de prêts sur actif total	70.0%	64.9%	63.9%	55.3%	66.7%	66.5%	66.2%
INDICATEURS DE PORTÉE							
Nombre d'emprunteurs actifs	60,356	19,897	9,821	57,742	34,457	14,919	13,728
Pourcentage d'emprunteurs femmes	40.6%	66.3%	64.1%	51.9%	24.3%	81.5%	54.2%
Nombre de prêts en cours	57,742	20,002	9,969	36,665	38,506	15,261	14,037
Encours brut de prêts	29,519,280	4,798,293	899,376	15,279,270	27,650,432	3,089,791	3,085,360
Solde moyen de prêt par emprunteur	502	274	104	735	645	144	137
Solde moyen de prêt par emprunteur/PNB par habitant	162.2%	88.2%	65.8%	207.3%	165.8%	53.5%	92.1%
Solde de prêt moyen	735	181	106	778	932	144	128
Solde de prêt moyen/ PNB par habitant	169.8%	86.2%	68.9%	267.8%	189.4%	55.0%	87.6%
Nombre d'épargnants volontaires	167,990	4,207	0	32,346	186,295	0	9,858
Nombre de comptes d'épagne volontaire	175,821	3,172	0	207,371	177,143	0	7,334
Epargne volontaire	15,325,368	750,976	0	15,404,256	16,288,760	0	160,789
Montant moyen d'épargne par épargnant	121	111	14	235	112	151	79
Montant d'épargne moyen	117	106	14	231	114	254	74
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES							
PNB par habitant	360	370	200	460	370	380	200
Taux de croissance du PIB	3.4%	5.2%	7.8%	5.7%	2.9%	4.7%	5.7%
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	3.5%	8.6%	4.7%	8.4%	3.5%	4.9%	4.9%
Taux d'inflation	7.5%	9.5%	11.6%	10.3%	6.4%	8.6%	11.6%
Pénétration des circuits financiers	30.8%	25.5%	41.3%	27.8%	30.8%	24.4%	41.5%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE							
Rendement de l'actif	0.9%	-1.5%	-10.2%	-1.2%	-1.0%	-1.9%	-4.2%
Rendement des fonds propres	4.8%	-3.9%	-29.9%	-3.2%	10.3%	-7.6%	-10.2%
Auto-suffisance opérationnelle	116.6%	106.3%	81.1%	110.3%	105.2%	100.8%	103.6%
Auto-suffisance financière	104.9%	96.7%	69.9%	99.2%	95.0%	93.3%	83.4%
PRODUITS D'EXPLOITATION							
Ratio des produits financiers	18.6%	37.3%	24.1%	23.4%	17.0%	45.7%	18.6%
Marge bénéficiaire	4.7%	-3.5%	-43.1%	-0.9%	-5.3%	-7.2%	-19.9%
Rendement nominal du portefeuille brut	21.1%	56.2%	36.9%	44.9%	19.1%	62.5%	26.8%
Rendement réel du portefeuille brut	13.7%	41.6%	13.6%	27.1%	12.0%	42.6%	13.6%
CHARGES D'EXPLOITATION							
Ratio de ch. totales	20.1%	38.5%	34.7%	34.8%	18.4%	44.3%	25.2%
Ratio de ch. financières	3.9%	7.4%	7.7%	5.1%	1.6%	7.1%	7.2%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	1.8%	2.6%	1.8%	2.4%	3.0%	1.7%	1.8%
Ratio de ch. d'exploitation	12.6%	26.6%	29.7%	21.0%	11.8%	35.5%	15.1%
Ratio de ch. de personnel	5.4%	12.4%	9.5%	8.5%	4.5%	17.1%	8.5%
Ratio de ch. administratives	7.0%	13.3%	15.3%	13.0%	8.2%	16.5%	7.4%
Ratio de ch. d'ajustement	2.1%	3.0%	6.0%	2.7%	1.4%	2.1%	4.6%
EFFICIENCE							
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille				37.5%	16.4%	55.0%	24.3%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	7.2%	19.6%	22.2%	17.8%	6.0%	23.7%	13.3%
Salaire moyen/PNB par habitant	1286.0%	1585.8%	1202.0%	2258.2%	1012.4%	1441.0%	1230.7%
Coût par emprunteur	107	82	40	263	110	76	37
Coût par prêt	104	79	40	301	124	78	22
PRODUCTIVITÉ							
Emprunteurs par effectif du personnel	135	144	131	72	108	145	140
Prêts par effectif du personnel	131	145	132	63	107	146	142
Emprunteurs par agent de crédit	273	254	254	162	188	245	283
Prêts par agent de crédit	205	254	264	139	178	268	290
Epargnants volontaires par effectif du personnel	389	157	116	176	524	25	147
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	364	143	142	218	432	53	143
Distribution du personnel	51.3%	56.8%	48.7%	51.4%	47.5%	51.5%	49.4%
RISQUES ET LIQUIDITÉ							
Portefeuille à risque > 30 jours	5.4%	4.0%	4.3%	4.7%	7.4%	4.3%	4.0%
Portefeuille à risque > 90 jours	3.1%	2.1%	1.5%	0.9%	4.5%	1.6%	1.9%
Taux de radiation de prêts	2.2%	1.7%	1.8%	2.0%	3.1%	1.5%	1.9%
Taux de pertes sur prêts	2.2%	1.6%	1.3%	1.8%	2.6%	1.4%	1.9%
Taux de couverture du risque	54.2%	71.6%	78.5%	89.9%	48.5%	71.3%	67.7%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	9.9%	14.2%	20.3%	9.3%	13.9%	11.1%	16.6%

Notes

Notes

Le MIX ouvre un bureau en Afrique de l'ouest

Le MIX (Microfinance Information eXchange, Inc) vient d'ouvrir son premier bureau en Afrique à Dakar au Sénégal. Ce bureau va permettre au MIX d'offrir ses services gratuits à un plus grand nombre d'Institutions de Microfinance (IMF), de promouvoir la transparence financière et de signaler de manière plus réactive l'évolution rapide des marchés locaux. Le MIX est impatient de travailler avec l'ensemble des IMF ainsi qu'avec tous les acteurs du secteur de l'Afrique de l'Ouest et Centrale. Actuellement, le MIX collabore avec plus de 120 institutions dans ces deux régions.

Les principaux services du MIX incluent:

- Le référencement des acteurs de la microfinance : IMF (plus de 800 institutions référencées dont 120 en Afrique francophone), organismes d'appui, bailleurs de fonds et investisseurs.
- La publication bi-annuelle du MicroBanking Bulletin (MBB) qui établit les points de références (benchmarks) internationaux en matière de microfinance et propose des articles sur le secteur
- Les benchmarks régionaux
- Les rapports de performances personnalisés pour les IMF participant au MBB

L'ouverture de ce bureau va permettre au MIX d'étendre son champ d'implication en se rapprochant directement des acteurs afin de mieux comprendre la microfinance dans cette région et d'apporter son analyse sectorielle. Charles Cordier, l'analyste MIX en charge du bureau de Dakar, sera logé dans les locaux du CAPAF (Programme de renforcement des CAPacités des institutions de microfinance en Afrique Francophone), partenaire du MIX de longue date.

Contact

Charles Cordier
Analyste Afrique de l'ouest
Ccordier@themix.org
Tel/Fax : (221) 820 55 07

Anne-Lucie Lafourcade
Analyste Afrique
Allafourcade@themix.org
Tel : (1) 202 659 9094 ext.228

MIX 2005 Benchmarks

Cette publication fait partie d'une série de rapports de benchmarks de secteurs régionaux présentés par le Microfinance Information Exchange, Inc. (MIX):

- Benchmarking de la microfinance en Afrique 2005
- Benchmarking de la microfinance Arabe 2005
- Benchmarking Asian microfinance 2005 (en anglais)
- Benchmarking Latin American Microfinance 2005 (en anglais et espagnol)
- Benchmarking Microfinance in Eastern Europe and Central Asia 2005 (en anglais et russe)

Les cinq rapports de performances régionaux 2005 sont fondés sur les données de benchmarks 2005, fournies par 446 institutions de microfinance de 78 pays, situés en Afrique sub-saharienne, Asie, Europe de l'est et Asie centrale, Amérique latine et Caraibes, ainsi que le Moyen Orient et Afrique du nord. Cette série represente les rapports les plus approfondis et coherents écrits à ce jour sur les performances des fournisseurs de microfinance.

Le Microfinance Information Exchange, Inc. (MIX) est une organisation à but non lucratif dont la mission est d'améliorer les infrastructures d'information sur l'industrie de la microfinance à travers le monde, en soutenant les standards de reporting financier et opérationnel, en fournissant des données sur le secteur et en offrant des services d'information spécialisés.

Microfinance Information eXchange

Microfinance Information Exchange, Inc.
1901 Pennsylvania Avenue NW - Suite 307
Washington, DC - 20006, USA
Tel +1 202 659 9094, Fax +1 202 659 9095
Email: info@themix.org
www.themix.org

Le rapport de benchmarking de la microfinance en Afrique a été préparé grâce au soutien de:

Association of Ethiopian Microfinance Institutions